



Union syndicale Solidaires
31 rue de la Grange aux Belles 75010 Paris
contact@solidaires.org

solidaires.org

f @UnionSolidaires
t @UnionSolidaires
i @union_solidaires

 **ÉGALES**

Mars 2022

SPÉCIAL 8 MARS 2022



égalité

lutter

solidarité

sororité

vivre

rire

des
papiers!



prebohand

revendiquer

adelphité

manifestar

À l'occasion de la Journée internationale de lutte pour les droits des femmes, comme dans plus de 70 pays, l'Union syndicale Solidaires appelle à la grève sur les lieux de travail, dans les foyers, dans les écoles et les universités. Pour interrompre toute activité productive et reproductive, formelle et informelle, rétribuée et gratuite. Pour se réapproprier tous les espaces publics.

Les femmes représentent 90 % du personnel de caisse des magasins, 70 % du personnel de santé et de soutien et 67 % du personnel d'entretien.

En France, 70 % des personnes précaires sont des femmes.

Les femmes sans papiers sont confrontées à la surexploitation et aux discriminations, épuisées par les conditions de travail dans lesquelles elles exercent leurs métiers.

Au quotidien, les femmes et minorités de genre subissent les violences sexistes et sexuelles en plus des violences économiques : salaires extrêmement bas, temps partiels...

Et les femmes handicapées subissent d'autant plus toutes ces violences et inégalités.

Solidaires réaffirme que ce ne sont pas aux femmes de payer le prix de la crise sanitaire, économique et sociale et nous nous opposons aux politiques patriarcales, sécuritaires, nationalistes, néolibérales et extractivistes dont les femmes sont les premières victimes.

Aides à domicile, assistantes d'élèves en situation de handicap (AESH), enseignantes, soignantes, travailleuses sociales...

Les grèves se multiplient dans les métiers féminisés. Faisons converger ces luttes le 8 mars pour imposer des revalorisations salariales, des emplois stables et durables : à travail de valeur égale, salaire égal !

Revendiquons la régularisation des sans papiers !

La grève féministe est notre outil commun pour bâtir un monde libéré de toutes oppressions et violences patriarcales et racistes. Sa dimension internationaliste est fondamentale.

Construisons alliances, réflexions et mobilisations permanentes par delà les frontières, occupons tous les espaces, soyons uni-e-s, visibles et solidaires.



**NOUS DÉSIRONS CHANGER LA VIE,
CHANGER NOS VIES, EN LIBÉRANT
LA TERRE ET LES RELATIONS D'EMPRISE
PATRIARCALE ET CAPITALISTE !
PLUS QU'UNE «FORCE DE TRAVAIL»,
NOUS SOMMES UNE FORCE DE VIE !**



Cette année encore un cadre unitaire national s'est créé pour préparer la grève féministe du 8mars.

Il rassemble diverses associations féministes et plusieurs syndicats (CGT, CNT, FSU et Solidaires).

Vous pourrez ainsi retrouver sur le site grevefeministe.fr toutes les informations pour le 8 mars (carte de France des mobilisations, kit militant, etc) ainsi que la vidéo d'appel : <https://www.youtube.com/watch?v=tzQcNgGq1vQ>

Comme pour toutes les autres branches d'activité les salarié-es du nettoyage ont vécu une période inédite et bouleversante en particulier les femmes. Celles-ci représentent environ 64 % des salarié-es du nettoyage et 71% y occupent les postes les plus précaires (Agent de propreté à temps partiel). Dans ce secteur la personnel administratif est composé à 90% de femmes quand dans le même temps celles-ci ne représentent que 35% de cadres.

Les salarié-es du nettoyage ont pris conscience que les métiers les plus importants ne sont pas nécessairement ceux qu'ils croyaient et que leur métier était utile et même vital pour l'ensemble de la société.

Malgré le manque de reconnaissance sociale et la considération de la différence des salaires (smic) avec ceux et celles qui n'étaient plus «vraiment utile» devant la pandémie et qui étaient pour la plupart protégé-es en télétravail avec parfois cinq à dix fois un salaire mensuel supérieur au leur, elles étaient sur le front et risquaient leurs vie, même si leur profession n'est pas considérée prestigieuse contrairement aux autres.

Les agent-es de nettoyage étaient en première ligne, elles aussi

La société a pris conscience que ces métiers hier méprisés (caissier-es, agent-es de propreté etc....) étaient vitaux pour la survie des autres.

Pour autant, deux ans après et malgré cet épisode qui a démontré la réalité, aucune agent-e de propreté ne pense voir un jour apparaître une remise en cause des hiérarchies des salaires, ni par apport à d'autres branches ni par rapport à la parité qui est encore une utopie dans ce secteur où 64 % des femmes sont des agentes de propreté à temps partiel.

Les postes à responsabilité avec des hauts salaires sont encore détenus par une majorité d'hommes.

Pour qu'il y ait une remise en cause il faudrait commencer par le début; la concurrence féroce que se livrent entre elle les sociétés de nettoyage au cours des appels d'offres aussi bien publiques que privés, ce qui a pour conséquence de

baissier les contrats d'environ 10 à 20 % de moins liant le prestataire et le donneur d'ordre ce qui produit un effet dévastateur sur les conditions de travail des salarié-es de nettoyage.

Lorsque l'effectif initial est de 20 salarié-es on le réduit à 15 ou même à 10 pour compenser la réduction du contrat sans allègement du cahier des charges ce qui génère une véritable surcharge de travail sans aucune compensation ou augmentation de salaire ni de volumes d'heures !

Bien au contraire la majoration de 10 ou 20 % est amortie sur l'humain, les femmes étant majoritaires dans ce secteur, elles sont particulièrement touchées par ces méthodes qui les précarisent car il y a des tentatives de réduire les salaires avec une quantité de travail supérieure !

C'est le combat quotidien de notre syndicat Sud Nettoyage et ce depuis des années, ce métier mériterait une revalorisation importante de salaire, non pour leur investissement durant le covid mais pour la pénibilité de ce travail (travail physique, temps partiel, horaires décalés, transports, risques...) la liste est longue !

Notre société devrait discuter des salaires par rapport aux métiers utiles et pénibles et non pour le prestige de la fonction.

Certains politiques devraient avoir honte de stigmatiser les immigré-es! les salarié-es du nettoyage leur recommandent de prendre les transports en commun à 5h30 du matin pour constater eux même que la majorité de celles qui étaient en première ligne et qui ont risqué leur vie durant cette période pour les nourrir, nettoyer leur locaux, les livrer, et les soigner sont majoritairement des immigré-es!

Ce sont elles et eux qui ont contribué durant cette période à la bonne marche du pays et qui continuent à contribuer à son développement.

Une minorité ne peut servir d'excuse à des relents extrémistes !



Revendications Sud Nettoyage

- + de femmes à des postes de responsabilité
- Salaire de 2000 euros net pour les agentes de propreté à temps complet
- Arrêt des diminutions d'effectifs et de surcharge de travail
- Retraite à 60 ans pour les agentes de propreté

FEMMES SANS PAPIERS : UNE LÉGISLATION PATRIARCALE ET HÉTÉRO-NORMÉE QUI RENFORCE LES INÉGALITÉS



Au-delà de la logique raciste du CESEDA (Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile) qui impacte l'ensemble des personnes étrangères, ce Code participe également à produire et à reproduire des inégalités de genre. Ainsi les femmes subissent une double discrimination : en tant qu'étrangères elles sont soumises à des lois d'exception et en tant que femmes elles font les frais d'un Code qui s'est construit sur une perception sexiste des migrations dans laquelle les mobilités féminines sont perçues comme familiales et les femmes comme des rejoignantes (« épouses de », « mères de », « filles de »).

Bchira de la Marche des Solidarités, nous a fait un point sur les conséquences de cette législation patriarcale lors de la formation 8 mars toute l'année qui a eu lieu en novembre dernier.

“Avec la circulaire Vals, la régularisation des femmes non travailleuses se fait via la vie commune avec un français ou un étranger résident et aussi par la scolarisation des enfants. Cela implique de vivre ensemble car il faudra prouver à chaque renouvellement de titre de séjour la vie commune (être mariée ne suffit pas), et de ne pas se séparer dans les 4 premières années sous peine de perdre son titre de séjour.

La subordination du titre de séjour dit “carte vie privée et familiale”, qui est la carte de pleins droits, expose les femmes primo arrivantes à des relations conjugales souvent compliquées marquées par le chantage, la violence et la maltraitance. Tout est pensé dans un système patriarcal et hétéronormé alors qu'aujourd'hui les modèles familiaux sont très diversifiés. Beaucoup de femmes enfantent juste pour « créer des droits ». Mais réellement elles se retrouvent seules avec des enfants à charge pendant des années et dans des conditions très précaires.

Pour les femmes arrivant en France par la procédure du regroupement familial donc avec un visa long séjour, doivent suivre des démarches auprès de l'OFII (Office Français Immigration Intégration) pour avoir la première carte de séjour vie privée et familiale et la renouveler par la suite en carte pluriannuelle et carte de résidence. Ces démarches nécessitent la présence du conjoint et son engagement. Plusieurs femmes subissent la maltraitance et la violence de leur mari ou même de leur famille sans pouvoir agir sous la menace de perdre leurs droits. A défaut de preuves de cette maltraitance, elles se sont retrouvées en France avec des titres non renouvelés ou bloqués après le chantage exercé par leurs conjoints.

Pour celles qui veulent accéder à la régularisation par le travail, le parcours est tout aussi compliqué : il faut avoir un temps plein, gagner au moins l'équivalent du SMIC. Or, on sait que les femmes sont de manière générale sur-représentées dans les emplois précaires (contrat à durée déterminée, temps partiels imposés), qu'il existe une ethnicisation de certains secteurs du marché du travail, notamment le secteur du soin et des services à la personne qui emploie en grande partie des femmes étrangères, ce qui est souvent synonyme de multiples employeur-euse-s. Et l'une des conditions de régularisation par le travail consiste pour l'employeur-euse à payer une taxe, ce qui se révèle être un obstacle de plus lorsqu'il s'agit de particulier-e-s.

Toutes ces raisons font que nous sommes très impliquées dans la campagne antiracisme et solidarité et font que nous serons dans la rue le 8 mars pour revendiquer nos droits!”



ON VEUT **MAINTENANT**
La **régularisation**
et une **protection genrée**
des femmes **sans-papiers** !



IVG : un pas de géante en Colombie

et un petit pas en France !

♥ Des bandanas, des ballons et des parapluies verts agités devant la Cour constitutionnelle de Bogota lundi suite à la décision de la Cour de dépénaliser l'avortement jusqu'à 24 semaines de grossesse, pour n'importe quel motif. Les femmes qui avaient recours à l'IVG jusqu'ici étaient passibles d'une peine de 16 à 54 mois de prison, sauf en cas de viol, de mise en danger de la mère ou de malformation du fœtus. Ainsi avorter n'est plus un crime en Colombie et a été supprimé du code pénal!

♥ Ce 23 février 2022, la Loi Gaillot pour renforcer l'accès à l'IVG en France a été adoptée après 2 ans d'aller-retour entre l'Assemblée Nationale et le Sénat. Cette nouvelle loi permet ainsi aux sage-femmes de pour pratiquer des IVG instrumentale et aux femmes d'avoir la possibilité d'avorter jusqu'à 14 semaines de grossesse. Retrouvez le live Instagram sur l'IVG du collectif unitaire du 8 mars ici :

https://www.instagram.com/tv/CZ7jOzaoLVF/?utm_source=ig_web_copy_link



Le saviez-vous ?

- Sur 1,3 milliards de personnes vivant dans la pauvreté, 70 % sont des femmes. Dans les zones urbaines, 40 % des foyers les plus pauvres sont dirigés par des femmes.
- Les femmes sont les principales productrices de nourriture dans le monde (50-80 %), mais ne sont propriétaires que de moins de 10 pour cent des terres.
- Quatre-vingts pour cent des personnes déplacées à la suite de catastrophes ou changements liés au climat sont des femmes et des filles.
- Les changements climatiques peuvent provoquer plus de violences basées sur le genre, une augmentation des mariages d'enfants, et une aggravation des problèmes liés à la santé sexuelle et reproductive.

un bilan macron peu glorieux sur les droits des femmes

Le bilan est très mitigé selon nous pour le droit des femmes:

-> sur les violences sexistes et sexuelles: de nombreuses lois prises (pénalisation du harcèlement de rue, création d'un seuil de non-consentement, fixé à 15 ans, généralisation des bracelets anti-rapprochement)...mais toujours pas de moyens réels pour les femmes (notamment un grave déficit quant aux logements proposés en urgence) et pas de moyens budgétaires adéquats (il faut un milliard! y a pas à tergiverser). Une transposition de la convention de l'OIT sur le harcèlement sexuel au travail qui s'est fait à droit constant...alors que ça aurait le bon moment d'écrire un projet cohérent pour la protection des femmes au travail (pas de déplacement de poste, (sauf si volonté contraire), droits à congés supplémentaires..

-> Egalité professionnelle : pour nous le bilan de l'Index n'est pas satisfaisant. Plein de "bonnes notes" mais c'est un outil insuffisant parce qu'il ne s'attaque pas aux causes profondes des inégalités (on laisse ain-

si de côté toutes les causes plus « invisibles », les discriminations indirectes : celles qui font que les femmes ne vont pas pouvoir accéder aux mêmes postes que leurs collègues masculins : impact des maternités, des congés parentaux, l'impact du temps partiel imposé ou « choisi » (mais largement pris par les femmes), les choix stéréotypés dans l'attribution des postes à rémunération élevées, la sous reconnaissance salariale dans les métiers dits « féminisés », le plafond de verre, jusqu'au choix des jours de formation, des heures de réunion etc...)

L'application des accords égalité professionnelle se sont faits sans les moyens véritablement dans la fonction publique.

L'absence d'une politique de prévention des stéréotypes, du sexisme et de l'ensemble des discriminations dès l'école est un réel point noir. Les discours anti-wokistes freinent leur mise en place en caricaturant les études sociales sur un ensemble de sujets.

« Le coût de la virilité. Ce que la France économiserait si les hommes se comportaient comme les femmes. »

Lucie Peytavin.

Editions Anne Carrière, 2021, 206 pages.

Quelle bonne question que pose l'autrice!

Et combien de difficultés a-t-elle dû affronter pour le savoir et le partager ?

Elle décortique les mécanismes de la construction sociale des femmes et des hommes, au travers par exemple des préjugés de la préhistoire avec l'histoire de la Dame de Cavillon. Elle nous fait réfléchir aux représentations des émotions qui seraient plutôt féminines et des rationalités, qui seraient plutôt masculines mais en quoi le comportement jaloux et possessif est-il rationnel ? La haine n'est-elle pas une émotion ?

Le rôle de l'éducation est prépondérant dans l'acquisition de comportements virils, valorisant la force, la prise de risque (par la consommation de produits comme l'alcool ou la drogue ou les comportements dangereux dans le sport ou le combat), la transgression des normes sociales et dévalorisant la faiblesse ; cette injonction à la virilité induit ainsi la nécessité de la violence pour s'affirmer comme homme.

De même « qu'on ne naît pas homme violent, on le devient », elle montre également « qu'on ne naît pas femme pacifique, on le devient » (pages 67 et 99). Entre dévalorisation et rapport « pathologique » à son corps (anorexie, maigreur, chirurgie esthétique...), les femmes sont éduquées à l'empathie aux autres, à l'écoute et à la compréhension et au respect des normes sociales.

La prédominance des comportements asociaux parmi les hommes n'est plus à prouver : « le total de représentation des hommes parmi les personnes mises en cause dans une procédure judiciaire pour avoir commis ou tenté de commettre une infraction pénale est de 83% ». Selon les statistiques du Ministère de l'Intérieur, les hommes sont les auteurs de 99% des viols, 86% des homicides volontaires, 97% des violences sexuelles, 87% des atteintes à la sûreté de l'Etat, 65% des vols à l'étalage, ou encore 63,5% de fraudes sur des chèques... Pour résumer « si tous les hommes ne sont pas des criminels et des délinquants, la quasi-totalité des criminels et des délinquants sont des hommes » (page 112).

Il s'agit donc de la première étude qui cherche à calculer le coût financier de ces comportements asociaux pour l'ensemble de la société. La première difficulté a été d'identifier l'étendue des dommages et pour cela de chiffrer le coût d'une vie humaine. Une autre difficulté a reposé sur le manque de données chiffrées sexuées.

Le montant du coût de la virilité, évalué par l'autrice (qui demanderait des études encore plus fines et plus exhaustives) **s'élève à 95,2 milliards d'euros.** Il se répartit entre les dépenses de l'Etat pour la défense (les forces de l'ordre : 8,6 Md€), la sécurité (services de secours et d'incendie : 0,4Md€) et la justice (7 Md€ dont 3,5 pour l'administration pénitentiaire) et les coûts humains et matériels (76,9 Md€).

A titre de comparaison, ce montant représente plus d'un tiers des recettes nettes perçues par l'Etat (qui s'élèvent à 250 milliards d'euros).

Sont également évoqués les coûts de la virilité au niveau mondial, notamment du fait des guerres mais aussi du saccage des ressources naturelles.

Pour la France, le gain potentiel qui serait économisé par des changements profonds de comportements permettrait de financer le revenu universel (évalué entre 36 et 42 milliards d'euros par an) et de prendre en charge le déficit des hôpitaux (soit 29 milliards d'euros).

Cette approche économique de la violence et de ses conséquences ne suffira pas à faire changer les choses mais elle permet une prise de conscience de la réalité et donne des arguments supplémentaires et concrets dans la lutte contre toutes les violences.

Nous pourrions ainsi vivre dans une société plus pacifique et plus riche, mais aussi où nous serions toutes et tous plus libres.

Pour Lucie Peytavin « le coût de la virilité n'est pas une fatalité » !

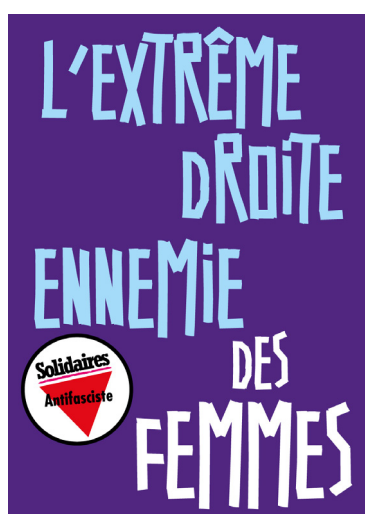


L'extrême droite est l'ennemie des femmes

Depuis plusieurs années, l'extrême droite diffuse ses idées nauséabondes partout dans la société. Elle essaie de séduire avec des arguments dits "féministes" et une image de plus en plus féminisée. Sa politique aurait-elle changé ? Ou brouille-t-elle les pistes pour accéder au pouvoir en récupérant les sujets importants comme l'émancipation des femmes ?

En 2017, l'extrême droite a constaté qu'il lui était difficile de s'attirer un électorat féminin si elle gardait un discours de régression sur les droits des femmes. Une nouvelle stratégie est mise en place. Marine Le Pen joue ainsi sur son image de femme moderne, qui travaille, divorcée. Elle se construit une identité dite « féministe ». Elle n'hésite d'ailleurs pas à citer Simone de Beauvoir.

Dans le même temps, les porte-parole de Génération identitaire sont quasi systématiquement des jeunes femmes, telles Anaïs Lignier ou Thaïs d'Ecurfon. Ces militantes donnent une meilleure image de ces groupuscules, elles offrent une meilleure vitrine, moins agressive et plus glamour, plus lisse, que celle que pourraient donner de vieux militants identitaires, passés par le GUD, par Unité radicale (des formations connues pour leur violence), ou par la mouvance skinhead d'extrême droite. Cela ne signifie pas pour autant qu'elles sont là uniquement pour faire de la figuration ou pour changer l'image de ces groupuscules, au contraire. Elles sont convaincues des idées d'extrême droite et agissent. Et c'est dans cette mouvance qu'apparaît le groupe Némésis qui porte l'idée selon laquelle l'immigration serait « un frein à l'épanouissement des femmes en Europe ». Le mouvement, créé à la suite de #MeToo et de la prétendue agression par un migrant d'une jeune femme à Calais en 2019, s'est construit sur « l'invisibilisation des violences faites aux femmes par les immigrés » et revendique « la préservation de la femme blanche face à la menace des hommes dits extra-européens ».



Dans de nombreux pays c'est cette même technique qui est utilisée. Tout-es se portent en défenseurs-es de la sécurité des femmes et de la famille nucléaire hétéro-normée à des fins suprémacistes, nationalistes, racistes, xénophobes, islamophobes, transphobes, lesbophobes, homophobes, et certainement pas féministes.

Leurs objectifs sont toujours les mêmes et opposent des blocs présumés homogènes, d'un côté la civilisation européenne païenne et permissive contre un monde arabo-musulman considéré comme patriarcal, réactionnaire et misogyne. Leur discours est donc faussement progressiste et laïque et purement réactionnaire.

Pour l'extrême droite, les ennemi des femmes, ce sont les musulman-e-s, les "immigré-e-s" ou supposé-e-s comme tel-le-s mais aussi la "théorie du genre" (tentatives de censure et de pression de l'école à la fac, recrudescence des violences extrémistes contre les LGBTI+ depuis la Manif pour tous) et ceux qu'elle nomme "les transactivistes".

A Solidaires nous le redisons : l'extrême-droite est l'ennemi des femmes et des personnes LGBTI+ . Les idéologies d'extrême droite essentialisent les femmes, prétendent à une crise de la masculinité et veulent reconquérir l'idée de l'homme et de la femme comme biologiquement différenciés et lier cette différence naturelle à des préceptes divins, dont ils font un étendard. Ces différences naturelles seraient bien sûr liées à une certaine image de la femme comme celle qui prend soin, qui est fille puis mère, et liée aussi à une certaine image de la famille comme famille traditionnelle hétérosexuelle, où les fonctions sont réparties selon les sexes. C'est donc la négation du genre comme construction socioculturelle et l'affirmation de celui-ci comme réalité naturelle, ce qui est le précepte même du patriarcat ! Cette idéologie s'incarne avec violence : stades virilistes, plaidoyers natalistes, tabassage d'une militante antiraciste au meeting de Villepinte, etc.

L'extrême-droite est aussi profondément transphobe et considère les discriminations persistantes contre les personnes trans comme allant de soi.

En cette année électorale, notre vigilance et notre solidarité doivent être accrues.

Être féministe, c'est se battre pour toutes les femmes, peu important leur nationalité, leur religion, leur couleur de peau, leur orientation sexuelle, leur classe sociale. Être féministe, ce n'est pas stigmatiser une catégorie de la population, et notamment la plus précaire, la plus vulnérable.

Toustes soyons uni-es contre le fascisme et l'extrême droite, contre les masculinistes, contre la haine envers les femmes, les étranger-es, les personnes LGBTI+ !

Pour rappel Solidaires se bat contre le patriarcat, les LGBTphobies, exige une éducation non sexiste dès l'enfance, une politique de régularisation des sans-papiers, l'abrogation de la loi dite Séparatiste, la fin des contrôles au faciès, la suppression des moyens de répression contre les migrant-es, et se bat au quotidien pour l'égalité, la solidarité internationale et le respect des droits pour toutes.

LA GRÈVE FÉMINISTE C'EST QUOI ?

Pourquoi le mot d'ordre d'une grève féministe?

Depuis plusieurs années, Solidaires porte le mot d'ordre de «grève des femmes » pour le 8 mars. Le renvoi à une «grève des femmes », traduit par certain·es comme une grève des seules femmes, n'a pas toujours été compris, voire rejeté, également sur l'argument ancien d'une division des travailleur·euses. Du coup, c'est la modalité d'une grève féministe qui a été retenue en 2018 par exemple en Espagne. C'est aussi le mot d'ordre de l'appel national unitaire en France depuis 2019, entre les organisations du mouvement féministe et des syndicats.

Et concrètement c'est quoi la différence entre une grève féministe et une grève classique?

La grève est la cessation du travail, deux dimensions du «travail» sont en cause lorsque l'on parle de grève féministe :

1 La dimension du travail au sens général, c'est-à-dire le travail salarié : les femmes ont rejoint en France les hommes en terme de taux d'activité, mais des différences restent persistantes : différences de salaires, présentes majoritairement dans des métiers moins rémunérés (santé, éducation, soins...), différences d'évolutions de carrières, majorité de femmes dans le travail précaire et les temps partiels et au final une différence de montant de retraite de près de 40 %.

2 La dimension du «travail» invisible : c'est-à-dire le travail domestique, puisque les femmes ont encore en charge majoritairement les tâches ménagères et le soin, l'éducation des enfants. Il ne s'agit donc pas de cloisonner cet appel à la grève au seul travail salarié. La situation des femmes, des inégalités qu'elles subissent, est liée à un rapport de domination qui couvre toutes les situations de vie : sa place dans la société, sa place en tant qu'être sexué, sa place au travail...

La «grève féministe» est aussi un slogan politique qui renvoie au système patriarcal, elle appelle ainsi à cesser le travail, les soins, les tâches domestiques, les études et la consommation!

Il s'agit aussi au travers de ce slogan d'appeler les femmes à faire grève pour obtenir l'égalité qu'elles n'ont pas. Derrière la «grève féministe», il y a le «par» et le «pour». Une grève par les femmes et pour les femmes. Ce qui n'exclut pas des alliés : les hommes conscients !

Pourquoi le 8 Mars ?

Tout comme le 1er mai n'est pas la fête du Travail, le 8 mars n'est pas la journée de la femme ! Rendons à Clara Zetkin et aux femmes des quartiers populaires de Petrograd, en lutte et en grève le 8 mars 1917, ce qui leur appartient!

L'origine de cette journée s'ancre dans les luttes ouvrières et les nombreuses manifestations de femmes qui agitèrent l'Europe et le monde occidental, au début du XXe siècle.

En août 1910, Clara Zetkin, militante du Parti social-démocrate allemand, propose à la conférence internationale des femmes socialistes, la création d'une « journée internationale des femmes », pour revendiquer le droit de vote, le droit des femmes au travail et, déjà, l'égalité salariale. En mars 1911, un million de femmes manifestent en Europe.

Et le 8 mars 1917, les ouvrières des usines textiles de Petrograd (Saint-Pétersbourg) se mettent en grève pour réclamer le pain et la paix. Parties en manifestation elles vont entraîner avec elles des ouvrier·es d'autres usines. Sans le savoir, elles allaient initier la Révolution russe! Et c'est pour commémorer cette journée que le gouvernement soviétique décidera en 1921 que le 8 mars sera désormais la journée internationale des femmes.

Lutter pour s'émanciper !

La condition féminine a trop peu évolué entre la fin du XIXe et la première moitié du XXe siècle. Elle a même reculé sous le gouvernement de Vichy (1940-1944).

L'avortement est par exemple puni par la peine de mort et l'idéologie officielle veut renvoyer les femmes dans leur foyer.

Mais dans les années 60/70, des actions militantes vont bousculer cette représentation. La date est réinvestie la « Journée internationale des femmes» est reconnue officiellement par les Nations Unies en 1977, puis en France en 1982.

C'est une journée de manifestations, et depuis 2018 de grève, à travers le monde, l'occasion de faire un bilan et de revendiquer nos droits. Le 8 mars, journée internationale de lutte pour les droits des femmes reste aujourd'hui d'une brûlante actualité.

Car tant qu'une seule femme sur la planète subira les effets du patriarcat, la lutte des femmes sera légitime, et le féminisme nécessaire.